



SEANCE DU VINGT CINQ NOVEMBRE DEUX MILLE VINGT CINQ A 18 H 30

Le Conseil d'Administration, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie sous la présidence de Madame Armelle CHAMPLON, Vice-Présidente du CCAS

Etaient présents : Mesdames Armelle CHAMPLON / Nadège DRISSI/ Violette FAZZALARI/ Eliane FOURCADE / / Nathalie FOURNERET / Claudie FUZEWSKI / Maryse GLEMET / Pascale HOLLE / Dominique LANCERON / Bernadette LAPAQUE / Monique SCHALLER / Sylvie SCHALLER / Michèle WIBRATTE.
Monsieur Alphonse KUNTZMANN

Etaient absents et excusés : Monsieur Hervé BOURGUIGNON
Monsieur Jean BAUCHEZ
Madame Sylviane CHIODO

Absents ayant donné pouvoir : Monsieur Hervé BOURGUIGNON a donné pouvoir à Madame Claudie FUZEWSKI
Madame Sylviane CHIODO a donné pouvoir à Madame Armelle CHAMPLON

Secrétaire de séance : Madame Claudie FUZEWSKI
=====

POINT 2025-20- AIDE AUX PERSONNES : PRISE EN CHARGE D'UNE FACTURE DE GAZ

R A P P O R T

Le Centre Communal d'Action Sociale de la commune de Moulins-lès-Metz a été sollicité par le Centre Moselle Solidarité (Conseil Départemental de la Moselle / Montigny-lès-Metz) dans le cadre de la prise en charge partielle de factures de gaz en faveur de familles moulinoises, soit les sommes de :

- 200 € en faveur du fournisseur ENGIE.

La famille a sollicité en parallèle le FSL (Fonds de Solidarité pour le Logement) et s'est engagée à payer une partie de la facture.

VU l'avis favorable de la CEDA (commission d'étude des demandes d'aides) en date du 25 novembre 2025

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré,

DECIDE de verser les sommes de :

- 200 euros au fournisseur ENGIE.

CHARGE le Président ou son représentant de l'exécution de la présente délibération.

FAIT ET DELIBERE LE VINGT CINQ NOVEMBRE DEUX MILLE VINGT CINQ QUE
DESSUS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

057-215704875-20251125-2025-20CCAS-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2025

Notification : 05/12/2025

POUR EXTRAIT CONFORME
MOULINS-LES-METZ, le 25/11/2025

La Vice-Présidente,

Armelle CHAMPLON

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de **2 mois** à compter de la présente notification.